

**Project van de eindbegunstigde : CAW Oost-Vlaanderen**

Doelgroep: sociaal werkers van de Oost-Vlaamse OCMW's die nieuwkomers en vluchtelingen ondersteunen.

Algemeen doel: Hulpverleners de nodige kennis aanreiken om vanuit een cultuursensitieve benadering de psychosociale problemen van vluchtelingen te (h)erkennen, samen met hen de hulpvraag te formuleren en hen toe te leiden naar een passende hulpverlening zodat integreren in de samenleving mogelijk is.

We vertrekken bij de uitbouw van de modules vanuit onze eigen expertise Mind-Spring. Daarnaast worden experts betrokken die theoretische modellen en kaders kunnen aanbieden m.b.t. de psychosociale begeleiding van vluchtelingen. Cultuursensitieve zorg loopt als een rode draad doorheen de verschillende modules.

In het kader van de AMIF-oproep biedt het CAW O-VL een opleidings- en ondersteuningstraject aan sociaal werkers van Oost-Vlaamse OCMW's.

**Module I – Basisopleiding :**

- migratie gebonden psychosociale problemen kunnen onderscheiden en (h)erkennen ;
- samen een hulpvraag kunnen formuleren om toe te leiden naar een passende hulpverlening ;
- weten voor wie, wanneer, hoe en voor wat Mind-Spring kan ingezet worden.

**Module II – Gespecialiseerde opleidingen :**

- theoretische kennis m.b.t psychosociale begeleiding aan vluchtelingen toepassen in de praktijk;
- Mind-Spring zowel in groep als individueel cultuursensitief inzetten in het werken met vluchtelingen.

**Module III – Intervisies :**

- deskundigheid bevorderen en kwaliteit van hulpverlening verbeteren;
- problematische vraagstukken bespreken, professionele ervaring, inhoudelijk werk, belemmerende gevoelens en overtuigingen delen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van houdende toekenning van een federale toelage tot dekking van een deel van de kosten betreffende de verwezenlijking van projecten in het kader van het Fonds voor Asiel, Migratie en Integratie, programmering 2014-2020, federaal luik, basisallocatie 44.55.11.33.00.34.

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, K.M.O.'s,  
Landbouw en van Maatschappelijke Integratie,  
D. DUCARME

**Projet du bénéficiaire final : CAW Oost-Vlaanderen**

Groupe cible: les travailleurs sociaux des CPAS de la Flandre orientale qui soutiennent les primo-arrivants et réfugiés.

Objectif : Fournir aux travailleurs sociaux les connaissances nécessaires à partir d'une approche interculturelle pour reconnaître les problèmes psychosociaux des réfugiés, formuler la demande d'aide avec eux et les diriger vers une assistance appropriée afin que l'intégration dans la société soit possible.

Nous commençons avec le développement de modules issus de notre propre expertise Mind-Spring. En outre, nos experts offrent des modèles théoriques et des cadres concernant le soutien psychosocial des réfugiés. L'approche interculturelle fonctionnent comme un fil rouge à travers des différents modules.

Dans le cadre de l'appel du FAMI, le CAW de la Flandre orientale offre un programme de formation et de soutien aux travailleurs sociaux des CPAS de la Flandre orientale.

**Module I - Formation de base :**

- être capable de distinguer et de reconnaître les problèmes psychosociaux liés à la migration;
- pouvoir formuler ensemble une demande d'aide afin de parvenir à une assistance appropriée;
- savoir pour qui, quand, comment et pourquoi Mind-Spring peut être utilisé.

**Module II - Cours de formation spécialisés :**

- appliquer les connaissances théoriques concernant le soutien psychosocial aux réfugiés dans la pratique;
- utilisé Mind-Spring en groupe et individuellement dans le travail avec les réfugiés.

**Module III - Intervisioens :**

- promouvoir l'expertise et améliorer la qualité de l'assistance;
- discuter des problèmes, partager l'expérience professionnelle, les sentiments d'obstruction et les convictions.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du portant octroi d'une subvention fédérale pour couvrir une partie des frais relatifs à la réalisation de projets dans le cadre du Fonds Asile, Migration et Intégration, programmation 2014-2020, volet fédéral, allocation de base 44.55.11.33.00.34.

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des P.M.E.,  
de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale,  
D. DUCARME

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2018/31906]

**6 SEPTEMBRE 2018. — Décret portant création de la structure d'appui à la réinsertion par l'enseignement de promotion sociale en milieu carcéral**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° « Enseignement de promotion sociale » : l'enseignement de promotion sociale organisé par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié ;

2° « Réseaux d'enseignement » :

- L'enseignement organisé par la Communauté française ;
- L'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ;
- L'enseignement libre subventionné par la Communauté française ;

3° « Étudiant » :

- a) D'une part,
- le détenu, tel que défini par la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, telle que modifiée ;

- la personne pour laquelle a été ordonné un internement au sens de la loi relative à l'internement du 5 mai 2014, telle que modifiée ;

b) D'autre part,

- le condamné exécutant sa peine en détention limitée ou sous surveillance électronique, tel que visé par la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, telle que modifiée ;

- le détenu bénéficiant d'une libération conditionnelle au sens de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, telle que modifiée ;

- l'interné bénéficiant d'une libération à l'essai au sens de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitudes, telle que modifiée ;

- le condamné bénéficiant d'une mesure probatoire au sens de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, telle que modifiée ;

- le condamné bénéficiant d'une mesure alternative à la détention préventive, au sens de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, telle que modifiée.

4° « Ministre » : le ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

#### CHAPITRE II. — *Objet et missions*

**Art. 2.** Il est créé une « Structure d'appui à la réinsertion des étudiants par l'enseignement de promotion sociale en milieu carcéral », ci-après dénommée « REINSERT ».

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. REINSERT a pour missions de :

1° Faciliter, planifier, coordonner et soutenir les formations organisées par l'enseignement de promotion sociale au sein des établissements pénitentiaires situés sur le territoire de la région de langue française ainsi qu'en région bilingue de Bruxelles-Capitale lorsque ces formations sont dispensées par des membres des Réseaux d'enseignement ;

2° Centraliser l'information relative à l'offre de formations disponible en milieu carcéral ;

3° Améliorer l'accès à l'information relative à l'offre de formations disponible en milieu carcéral ;

4° Soutenir l'étudiant dans ses démarches administratives relatives à l'enseignement de promotion sociale ;

5° Permettre aux étudiants de poursuivre un parcours de formation entamé dans un établissement pénitentiaire ou de démarrer un nouveau parcours de formation en dehors d'un établissement pénitentiaire ;

6° Rapprocher les étudiants, dans le cadre de leur réinsertion, de l'accès au marché de l'emploi ;

7° Envisager l'organisation de formations spécifiques à destination des chargés de cours intervenant en milieu carcéral.

§ 2. REINSERT exerce les missions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> avec pour objectifs de lutter contre les discriminations et les ruptures sociales et de favoriser l'insertion ou la réinsertion des étudiants.

Dans l'exercice de ses missions, REINSERT veille à assurer la continuité du parcours scolaire de l'étudiant ainsi qu'à l'orienter vers les formations les plus à même de favoriser son insertion ou sa réinsertion, tout en ayant égard aux souhaits émis par l'étudiant.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'ensemble des formations dispensées aux étudiants est scindé en deux programmes :

1° Le programme Intramuros, destiné aux étudiants visés à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, a) ;

2° Le programme Extramuros, destiné aux étudiants visés à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, b).

§ 2. Le Gouvernement est chargé de gérer et coordonner les programmes Intramuros et Extramuros, selon les modalités qu'il détermine.

§ 3. Le programme Intramuros se focalise sur l'augmentation du seuil de compétences ou d'employabilité de l'étudiant par la voie de formations telles que l'alphabétisation ou les formations pré-qualifiantes et qualifiantes.

Le programme Extramuros se focalise sur la continuité du parcours scolaire entamé dans le cadre du programme Intramuros, ainsi que sur l'information, le conseil, l'orientation vers les formations favorisant la réinsertion.

§ 4. REINSERT veille à ce que les formations entamées dans le programme Intramuros puissent être poursuivies dans le programme Extramuros.

#### CHAPITRE III. — *Composition et missions du Comité de pilotage*

**Art. 5.** REINSERT est constituée d'un Comité de pilotage.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité de pilotage est composé comme suit :

1° Un représentant de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française ;

2° Un représentant de l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné par la Communauté française ;

3° Deux représentants de l'enseignement de promotion sociale libre subventionné par la Communauté française, soit un représentant du secrétariat général de l'enseignement catholique et un représentant de la fédération des établissements libres subventionnés indépendants.

Le mandat des membres du Comité de pilotage est de cinq ans, renouvelable une fois.

Un membre suppléant est désigné pour chacun des membres effectifs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Il ne dispose de voix délibérative que si le membre effectif est empêché.

§ 2. Outre les membres visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Comité de pilotage est complété de membres désignés par le Gouvernement.

§ 3. Les modalités de fonctionnement du Comité de pilotage sont fixées par le Gouvernement.

**Art. 7.** Le Comité de pilotage est chargé de :

1° Proposer une offre de formations adaptées aux besoins des étudiants, en distinguant, s'il échet, les publics ciblés par les programmes Intramuros et Extramuros ;

2° Etablir un rapport biennal exposant l'avancée des projets de formation dans le milieu carcéral, comprenant notamment le nombre d'étudiants inscrits, le nombre de périodes de cours organisées, les formations suivies par les étudiants, les besoins en formations formulés par les étudiants, une évaluation de l'organisation des formations dispensées, ainsi que toute autre information qu'il jugera pertinente. Ce rapport est soumis à l'approbation du Gouvernement avant d'être transmis au Parlement de la Communauté française. À cet effet, le Comité de pilotage mandate son président ou le délégué de celui-ci ;

3° Rendre des avis, d'initiative, ou sur demande du Gouvernement, sur les conditions relatives aux formations prodiguées aux étudiants, sur les difficultés liées à l'exécution de ses missions, ou sur toute autre question relative à l'enseignement de promotion sociale à destination des étudiants.

Une fois par an, le Comité de pilotage informe le Gouvernement de l'offre de formation proposée en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, selon les modalités déterminées par ce dernier.

Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut étendre la liste des missions du Comité de pilotage.

#### CHAPITRE IV. — *Aspects financiers et budgétaires*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement alloue chaque année un montant de 640.000 euros afin d'intervenir dans les coûts liés aux formations dispensées par les établissements d'enseignement de promotion sociale aux étudiants. A partir de l'année 2019, dans les limites des crédits disponibles, ce montant est indexé chaque année sur base du montant définitif de la dotation de l'année antérieure, multiplié par le rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année considérée et celui du mois de janvier de l'année antérieure.

Ce montant avant indexation ne peut être inférieur à 640.000 euros.

§ 2. Si le coût lié aux formations dispensées aux étudiants par les établissements souhaitant participer aux programmes Intramuros et Extramuros est supérieur au montant visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, la répartition de ces moyens entre établissements est effectuée par le Gouvernement sur base des critères suivants :

1° une priorité sera accordée aux établissements organisant ou ayant organisé des formations en milieu carcéral, à condition que le rapport visé à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, n'ait pas démontré l'existence de dysfonctionnement grave dans l'organisation de ces formations ;

2° pour les établissements n'organisant pas et n'ayant pas organisé de formations en milieu carcéral,

a) une priorité sera accordée aux établissements proposant des formations inédites, adaptées au milieu carcéral ;

b) à défaut, une priorité sera accordée aux établissements proposant une offre de formations en milieu carcéral répondant aux besoins en formation formulés par les étudiants, telles qu'identifiées dans le rapport visé à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> ;

c) à défaut, une priorité sera accordée aux établissements souhaitant proposer des formations dans des prisons où aucune formation n'est organisée ;

d) à défaut, une priorité sera accordée aux établissements souhaitant proposer des formations dans des prisons où la proportion entre le nombre de personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, a) et b), et le nombre de périodes organisées, est le plus faible au cours de l'année civile écoulée.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 9.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 septembre 2018.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes  
et de l'Egalité des Chances,  
I. SIMONIS

—  
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n°662-1. - Rapport de commission, n° 662-2. - Texte adopté en séance plénière, n° 662-3.

Compte-rendu intégral. - Discussion et adoption. Séance du 6 septembre 2018.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/31906]

**6 SEPTEMBER 2018. — Decreet houdende oprichting van de steunstructuur voor de reïntegratie via het onderwijs voor sociale promotie in gevangnissen**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten, wordt verstaan onder:

1° “Onderwijs voor sociale promotie”: het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd;

2° “Onderwijsnetten”:

- het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

3° “Student”:

a) enerzijds,

- de gedetineerde, zoals bepaald bij de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, zoals gewijzigd;

- de persoon voor wie een internering in de zin van de wet betreffende de internering van 5 mei 2014, zoals gewijzigd, werd bevolen;

b) anderzijds,

- de veroordeelde die zijn straf uitvoert via de beperkte detentie of onder elektronisch toezicht, zoals bedoeld bij de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, zoals gewijzigd;

- de gedetineerde die een voorwaardelijke vrijlating geniet in de zin van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, zoals gewijzigd;

- de geïnterneerde die een vrijlating op proef geniet in de zin van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, zoals gewijzigd;

- de veroordeelde die een probatiemaatregel geniet in de zin van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, zoals gewijzigd;

- de veroordeelde die een alternatieve maatregel geniet die de voorlopige hechtenis vervangt, in de zin van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, zoals gewijzigd;

4° “Minister”: de Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie.

HOOFDSTUK II. — *Doel en opdrachten*

**Art. 2.** Er wordt een “Steunstructuur voor de reïntegratie van studenten via het onderwijs voor sociale promotie in gevangnissen”, hierna “REINSERT”.

**Art. 3.** § 1. REINSERT heeft als opdracht:

1° de opleidingen georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie binnen de strafinrichtingen op het Franse taalgebied alsook in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad te vergemakkelijken, programmeren, coördineren en steunen wanneer deze opleidingen verstrekt worden door de leden van de Onderwijsnetten;

2° de informatie te centraliseren betreffende het aanbod aan opleidingen dat in de gevangnissen ter beschikking wordt gesteld;

3° de toegang tot de informatie te verbeteren in verband met het aanbod aan opleidingen dat in de gevangnissen ter beschikking wordt gesteld;

4° de student te steunen bij zijn administratieve stappen betreffende het onderwijs voor sociale promotie;

5° de studenten toe te laten hun lopend opleidingstraject begonnen in een gevangenis voort te zetten of een nieuw opleidingstraject aan te vatten buiten de strafinrichting;

6° de studenten te helpen, in het kader van hun reïntegratie, bij de toegang tot de arbeidsmarkt;

7° de organisatie van specifieke opleidingen te bewerkstelligen ter bestemming van docenten die binnen de gevangnissen les geven.

§ 2. REINSERT oefent de opdrachten uit bedoeld bij paragraaf 1 met als doel de bestrijding van maatschappelijke discriminatie en afzondering en de behartiging van de inschakeling of reïntegratie van de studenten.

Bij het uitoefenen van haar opdrachten, zorgt REINSERT voor de continuïteit van het schooltraject van de student alsook voor de oriëntatie van de student naar opleidingen die hem best in staat stellen zijn inschakeling of reïntegratie te bevorderen, met inaanmerkingneming van de wensen van de student.

**Art. 4.** § 1. Het geheel opleidingen die aan de studenten worden verstrekt, wordt over twee programma’s verdeeld:

1° het Intramuros programma, bestemd voor de studenten bedoeld bij artikel 1, 3°, a);

2° het Extramuros programma, bestemd voor de studenten bedoeld bij artikel 1, 3°, b).

§ 2. De Regering wordt belast met het beheer en de coördinatie van de Intramuros en Extramuros programma’s, volgens de door haar bepaalde nadere regels.

§ 3. Het Intramuros programma werkt centraal aan de verhoging van de competentiedrempel of de arbeidsmogelijkheden van de student via opleidingen zoals de alfabetisering of de voorkwalificerende en kwalificerende opleidingen.

Het Extramuros programma werkt centraal aan de continuïteit van het schooltraject begonnen in het kader van het Intramuros programma, alsook aan de informatie, de raadgeving, de oriëntatie naar opleidingen die de reïntegratie bevorderen.

§ 4. REINSERT zorgt ervoor dat de opleidingen begonnen in het Intramuros programma voortgezet kunnen worden in het Extramuros programma.

#### HOOFDSTUK III. — *Samenstelling en opdrachten van het Sturingscomité*

**Art. 5.** REINSERT bestaat uit een Sturingscomité.

**Art. 6.** § 1. Het Sturingscomité wordt samengesteld uit:

1° een vertegenwoordiger van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap;  
2° een vertegenwoordiger van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd officieel onderwijs voor sociale promotie;

3° twee vertegenwoordigers van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie, ofwel een vertegenwoordiger van het algemeen secretariaat van het katholiek onderwijs en een vertegenwoordiger van de federatie van de onafhankelijke gesubsidieerde vrije inrichtingen.

Het mandaat van de leden van het Sturingscomité bedraagt vijf jaar en het is één keer vernieuwbaar.

Een plaatsvervangend lid wordt aangewezen voor elk werkend lid bedoeld bij het eerste lid. Het plaatsvervangend lid is enkel stemgerechtigd als het werkend lid verhinderd wordt.

§ 2. Naast de leden bedoeld bij paragraaf 1, wordt het Sturingscomité aangevuld met leden aangewezen door de Regering.

§ 3. De nadere regels voor de werking van het Sturingscomité worden door de Regering bepaald.

**Art. 7.** Het Sturingscomité wordt belast met:

1° het voorstellen van een aanbod opleidingen die aan de behoeften van de studenten worden aangepast, met, desnoods, een onderscheiding tussen de groepen personen die bedoeld worden bij de Intramuros en Extramuros programma's;

2° het opstellen van een tweejaarlijks verslag waarin de vordering van de opleidingsprojecten binnen de gevangenissen uiteengezet wordt met inbegrip, onder andere, van het aantal ingeschreven studenten, het aantal georganiseerde lestijden, de door de studenten gevolgde opleidingen, de behoeften inzake opleiding geformuleerd door de studenten, een evaluatie van de organisatie van de verstrekte opleidingen, alsook elke andere informatie die het relevant acht. Het verslag wordt aan de goedkeuring van de Regering voorgelegd alvorens aan het Parlement van de Franse Gemeenschap overgezonden te worden. Daartoe, mandateert het Sturingscomité zijn voorzitter of diens afgevaardigde;

3° het verlenen van adviezen, op eigen initiatief, of op aanvraag van de Regering, over de voorwaarden betreffende de aan de studenten verstrekte opleidingen, over de moeilijkheden verbonden met de uitvoering van zijn opdrachten, of over elke andere aangelegenheid betreffende het onderwijs voor sociale promotie ter bestemming van de studenten.

Om het jaar, informeert het Sturingscomité de Regering over het aanbod aan opleidingen georganiseerd krachtens het eerste lid, 1°, volgens de door de Regering bepaalde nadere regels.

Onverminderd het eerste lid, kan de Regering de lijst van de opdrachten van het Sturingscomité uitbreiden.

#### HOOFDSTUK IV. — *Financiële en budgettaire aspecten*

**Art. 8.** § 1. De Regering kent, ieder jaar, een bedrag toe van 640.000 euro om tegemoet te komen in de kosten verbonden met de opleidingen verstrekt door de inrichtingen voor het onderwijs voor sociale promotie ten bate van de studenten. Vanaf het schooljaar 2019, binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt dit bedrag elk jaar geïndexeerd op basis van het definitieve bedrag van de dotatie van het voorgaande jaar, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het betrokken jaar en dat van de maand januari van het voorgaande jaar.

Dit bedrag vóór indexering mag niet lager zijn dan 640.000 euro.

§ 2. Indien de kosten verbonden met de opleidingen verstrekt aan de studenten door de inrichtingen die aan de Intramuros en Extramuros programma's deelnemen hoger is dan het bedrag bedoeld bij paragraaf 1, geschiedt de verdeling van deze middelen over de inrichtingen door de Regering op basis van de volgende criteria:

1° de voorrang zal toegekend worden aan de inrichtingen die opleidingen in de gevangenissen organiseren of hebben georganiseerd, op voorwaarde dat het verslag bedoeld bij artikel 7, eerste lid, 2°, niet bewezen heeft dat er een ernstige dysfunctie bestaat in de organisatie van deze opleidingen;

2° voor de inrichtingen die geen opleidingen in de gevangenissen organiseren of hebben georganiseerd,

a) zal een voorrang toegekend worden aan de inrichtingen die compleet nieuwe opleidingen aanbieden, die aangepast zijn aan de gevangenissen;

b) bij gebreke daaraan, zal de voorrang verleend worden aan de inrichtingen die opleidingen in de gevangenissen aanbieden die beantwoorden aan de behoeften inzake opleiding geformuleerd door de studenten, zoals geïdentificeerd in het verslag bedoeld bij artikel 7, eerste lid, 2°;

c) bij gebreke daaraan, zal de voorrang verleend worden aan de inrichtingen die opleidingen in de gevangenissen wensen aan te bieden waar geen opleiding wordt georganiseerd;

d) bij gebreke daaraan, zal de voorrang verleend worden aan de inrichtingen die opleidingen in de gevangenissen wensen aan te bieden waar de verhouding tussen het aantal personen bedoeld bij artikel 1, 3°, a) en b), en het aantal georganiseerde lestijden, de laagste is gedurende het verlopen kalenderjaar.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 september 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 662-1.- Commissieverslag, nr. 662-2. - In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 662-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 6 september 2018.

---

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2018/32185]

**25 OCTOBRE 2018. — Décret relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *DISPOSITIONS GÉNÉRALES*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par:

1° « Gouvernement »: le Gouvernement de la Communauté française;

2° « ETNIC »: l'« Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française », organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique visé par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la communauté française (ETNIC);

3° « Bénéficiaires »: les bénéficiaires des missions de l'ETNIC au sens de l'article 1, 2°, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la communauté française (ETNIC), à l'exception des entités, organismes ou services visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, c) et d), du décret relatif à l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la communauté française (ETNIC) à moins que le présent décret ne leur ait été rendu applicable par un accord de coopération ou un décret conjoint;

4° « Décret ETNIC »: décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la communauté française (ETNIC);

5° « Entité » ou « entités »: la ou les entités visée(s) à l'article 2 du présent décret;

6° « Conseil stratégique »: le Conseil stratégique du Numérique et de l'Informatique de la Communauté française visé à l'article 6 du présent décret;

7° « Plan stratégique »: le plan stratégique du numérique et de l'informatique visé à l'article 12 du présent décret;

8° « Instance »: l'instance visée à l'article 10 du présent décret;

9° « Projet »: un ensemble d'activités coordonnées et maîtrisées comportant des dates de début et de fin, entrepris dans le but d'atteindre un objectif conforme à des exigences spécifiques.

10° « Service »: un ensemble approprié de technologie, processus et personnes visant à fournir à un client des fonctionnalités selon des niveaux de service à un prix acceptable;

11° « Maintenance »: un ensemble d'actions techniques, administratives et de gestion durant le cycle de vie d'une solution, destinées à la maintenir, la rétablir dans un état dans lequel elle peut accomplir la fonction requise ou à l'enrichir de fonctions supplémentaires;

12° « Système d'information »: un ensemble organisé de ressources (matériel, logiciel, personnel, données, procédures) permettant d'acquérir, traiter, stocker, communiquer des informations (sous forme de données, textes, images, sons, etc.);

13° « Portefeuille »: un ensemble cohérent de ressources affectées au système d'information mises en œuvre en vue d'atteindre des objectifs transversaux ou spécifiques à une entité organisationnelle dans le domaine du numérique et de l'informatique;